

RÉPUBLIQUE DU BÉNIN



MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE,
DE L'EAU ET DES MINES
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

SOCIÉTÉ NATIONALE DES EAUX DU BÉNIN



RAPPORT DE GESTION ET BILAN SOCIAL

EXERCICE 2016

VERSION SOUMISE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

AVRIL 2017



Une des nombreuses stations d'eau de la Soneb

SOMMAIRE

INTRODUCTION	6
PREMIER CHAPITRE : RAPPORT DE GESTION	7
I. COMPTES ANNUELS 2016	8
I.1 GRANDES MASSES DU BILAN	8
I.2 COMPTE DE RESULTAT	10
I.3 COMMENTAIRES SUR QUELQUES CHIFFRES CARACTERISTIQUES	11
I.3.1 Chiffre d’Affaires	11
I.3.2 Valeur Ajoutée	11
I.3.3 Excédent Brut d’Exploitation	11
I.3.4 Résultat d’Exploitation	12
I.3.5 Résultat Financier	12
I.3.6 Résultat avant Impôt	12
I.3.7 Impôt sur les sociétés	12
I.3.8 Résultat Net	12
I.4 RAPPEL DES METHODES COMPTABLES	12
I.5 PASSATION DES MARCHES PUBLICS	12
I.6 ÉVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L’EXERCICE	13
II. ACTIVITES	13
II.1 ENVIRONNEMENTS JURIDIQUE, INSTITUTIONNEL, SOCIAL ET ECONOMIQUE	13
II.2 FAITS MARQUANTS DE L’EXERCICE	14
II.3 POINT D’EXECUTION PHYSIQUE ET EVOLUTION DES ACTIVITES	14
II.4 POINT D’EXECUTION DU BUDGET AU 31/12/2016	18
II.4.1 Point d’exécution des produits	18
II.4.2 Point d’exécution des charges	19
II.4.3 Point d’exécution des investissements	21
II.5 EVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIERE	23
II.6 ANALYSE DE LA SITUATION DE L’ENTREPRISE PAR LES RATIOS	24
III. AFFECTATION DU RESULTAT	27
IV. PERSPECTIVES DE CROISSANCE ET DE DEVELOPPEMENT	28
V. RECOMMANDATIONS A L’ATTENTION DE L’ACTIONNAIRE UNIQUE (ETAT)	30
DEUXIEME CHAPITRE : BILAN SOCIAL	31
I. EMPLOIS	32
I.1 EFFECTIF	32
I.2 REPARTITION DU PERSONNEL	32
I.2.1 Répartition du personnel par catégorie socioprofessionnelle	32
I.2.2 Répartition du personnel par Direction	32
I.2.3 Ages, ancienneté et pyramide des âges	33
I.3 MOUVEMENTS DU PERSONNEL	34
II. REMUNERATIONS	34
III. RELATIONS AVEC LES ORGANISATIONS SYNDICALES ET SOCIALES	34
IV. AFFAIRES SOCIALES	35
V. CONDITIONS DE TRAVAIL, D’HYGIENE ET DE SECURITE	35
V.1 ACTIVITES DE SOINS CURATIFS	35
V.2 ACTIVITES DE SOINS PREVENTIFS	35
VI. FORMATION ET GESTION DES CARRIERES	36
VI.1 FORMATION	36
VI.2 GESTION DES CARRIERES	36
ANNEXES	36
- DETAIL DE L’EXECUTION DES PROJETS	38
- CHIFFRES CLES DE LA SONEB	42

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SONEB AU 31/12/2016

PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

- PARAISSO Emile Louis

ADMINISTRATEURS REPRESENTANT L'ETAT

- BADIROU Latifi Adjassa
- KPOLEDJI Comlanvi
- OUSSOU Richard Dèdènou

ADMINISTRATEUR REPRESENTANT LES COMMUNES

- HOUNSOU-GUEDE Patrice Comlan

ADMINISTRATEUR REPRESENTANT LES CONSOMMATEURS

- DOSSOU DOSSA Bernard

ADMINISTRATEUR REPRESENTANT LE PERSONNEL

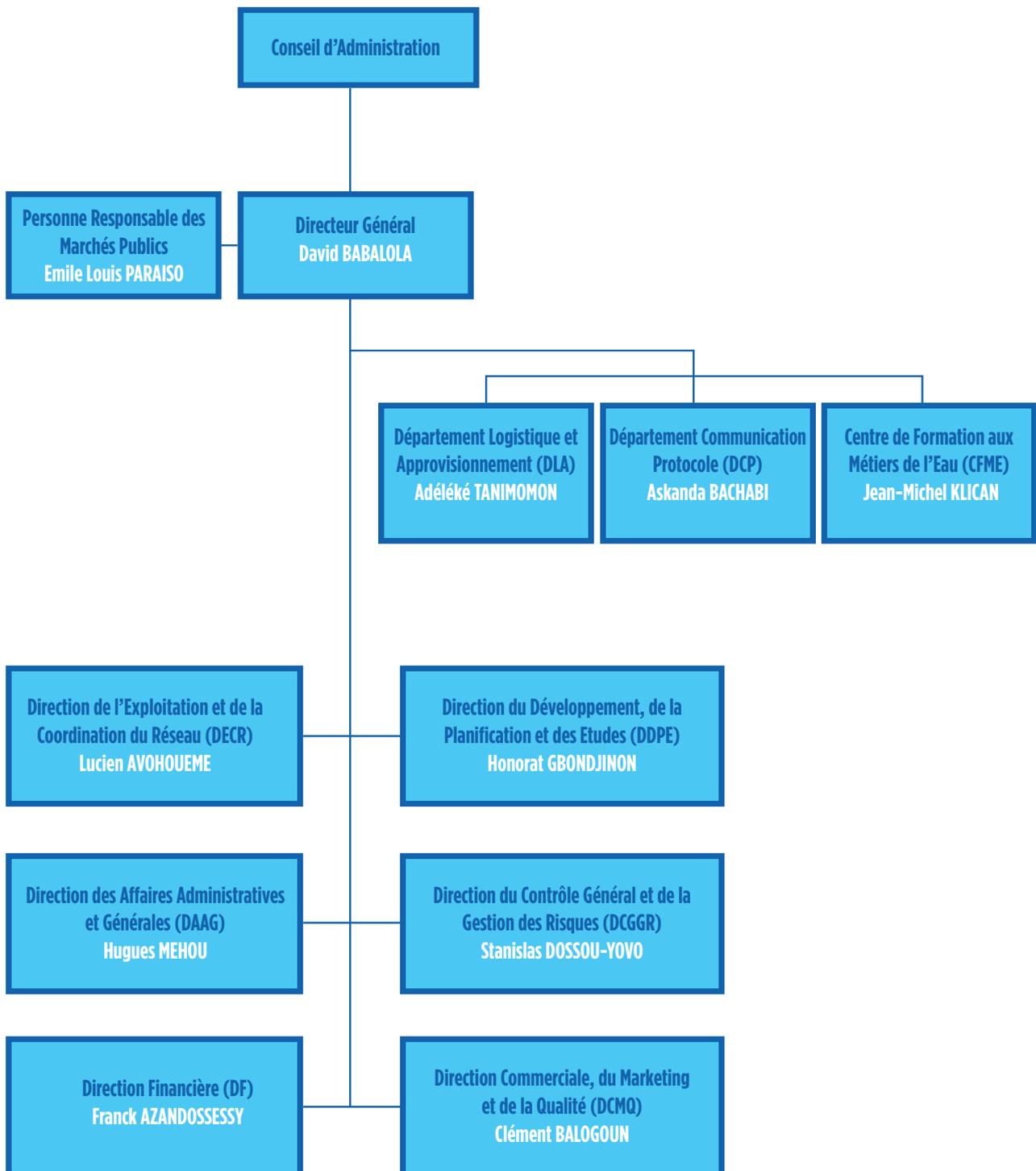
- AIKO Arsène Basile Ange

COMMISSAIRES AUX COMPTES

- CODO Serge Armand (Cabinet EMINENCE CONSEILS)
- EZIN Eugène (Cabinet EZIN & STRAUUS)

ORGANIGRAMME

AU 31/12/2016



INTRODUCTION

La Société Nationale des Eaux du Bénin (SONEB) a pour objet « la captation, le traitement et la distribution d'eau potable ainsi que le traitement et l'évacuation des eaux usées en milieu urbain et périurbain »¹. Elle est créée par Décret 2003-203 du 12 juin 2003, suite à la réforme institutionnelle de la Société Béninoise d'Electricité et d'Eau (ex SBEE) et a démarré ses activités le 1er janvier 2004.

L'exercice comptable 2016 couvre la période du 1er janvier au 31 décembre.

L'article 71 de l'Acte uniforme relatif à l'Organisation et à l'Harmonisation des Comptabilités des Entreprises stipule que « à la clôture de chaque exercice, les organes d'administration ou de direction, selon le cas dressent l'inventaire et les états financiers, conformément aux dispositions des chapitres précédents, et établissent un rapport de gestion ainsi qu'un bilan social, le cas échéant. »

Le présent rapport de gestion et le bilan social sont élaborés pour se conformer aux dispositions de l'article 71 ci-dessus et s'articulent autour des axes ci-après :

1 Rapport de gestion

- Comptes annuels 2016
- Activités
- Affectation du résultat
- Perspectives de croissance et de développement
- Recommandations à l'attention de l'actionnaire unique (l'Etat)

2 Bilan social

- Emplois
- Rémunérations
- Relations avec les organisations syndicales et sociales
- Affaires sociales
- Conditions de travail, d'hygiène et de sécurité
- Formations et gestion des carrières

¹ Cf. article 2 des Statuts de la SONEB.

PREMIER CHAPITRE

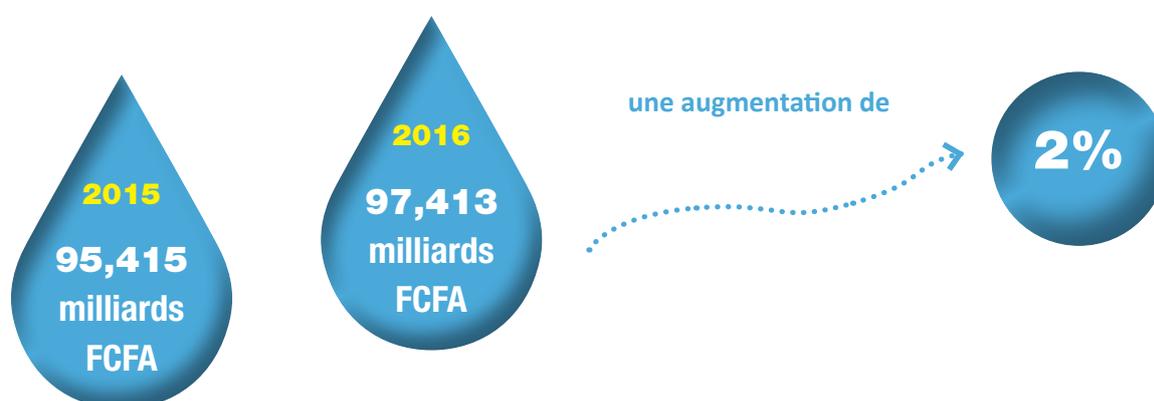
RAPPORT DE GESTION

I. COMPTES ANNUELS 2016

I.1 Grandes masses du bilan

Tableau N°1 : Grandes masses du Bilan (en millions de FCFA)

DÉSIGNATION	2016	2015	VARIATION
ACTIF IMMOBILISÉ	64 642	63 797	1%
ACTIF CIRCULANT	26 433	22 700	16%
TRÉSORERIE - ACTIF	6 338	8 918	-29%
TOTAL ACTIF	97 413	95 415	2%
CAPITAUX PROPRES	68 311	63 896	7%
DETTES FINANCIÈRES ET RESSOURCES ASSIMILÉES	17 066	18 204	-6%
CAPITAUX STABLES	85 377	82 101	4%
PASSIF CIRCULANT	12 036	13 314	-10%
TRÉSORERIE - PASSIF	0	0	-
TOTAL PASSIF	97 413	95 415	2%



Le total bilan de la SONEB est passé de 95,415 milliards FCFA en 2015 à 97,413 milliards FCFA en 2016, soit une augmentation de **2%** découlant de l'évolution des principaux postes du bilan comme ci-après :

- **L'actif immobilisé** constitué des immobilisations incorporelles, des immobilisations corporelles et des immobilisations financières, a connu une hausse de **1%** du fait des nouvelles acquisitions. Les immobilisations corporelles représentant le poste le plus élevé du bilan et même de l'actif immobilisé, elles ont connu une augmentation en valeur brute de 2 milliards FCFA en 2016 par rapport à 2015. Ces immobilisations corporelles sont constituées principalement des terrains, des bâtiments, des installations et agencements, des matériels de production, des matériels de distribution et d'autres matériels.

- **L'actif circulant** constitué principalement des postes stocks et clients, a connu une hausse de **16%** en passant de 22,700 milliards FCFA en 2015 à 26,433 milliards FCFA en 2016. Cette augmentation est due au poste clients qui est passé de 17,708 milliards FCFA à 21,241 milliards FCFA en valeur nette à la clôture de l'exercice et au poste stocks qui a connu une hausse, en passant de 3,513 milliards FCFA à 4,105 milliards FCFA. La variation à la hausse du poste client résulte principalement du non paiement par l'État en 2016 de ses factures de consommations d'eau. En effet, les créances de la SONEB sur l'État qui s'élevaient à 8,805 milliards FCFA au 31/12/15, sont passées à 11,725 milliards FCFA à fin 2016, soit une augmentation de **33%**.
- **La trésorerie-Actif** décroît de 8,918 milliards FCFA en 2015 à 6,338 milliards FCFA en 2016, en diminution de **29%**. Cette baisse est due essentiellement à la chute drastique des recettes provenant de l'Administration centrale (204 millions FCFA en 2016 contre 1,4 milliard FCFA en 2015) et aux investissements sur fonds propres réalisés dans le contexte de cette baisse de recettes (3,129 milliards FCFA en 2016 contre 3 milliards FCFA en 2015). La Trésorerie à fin 2016 compte 289 millions FCFA de ressources extérieures au titre des fonds de projets et 6,049 milliards FCFA de fonds propres.
- **Les capitaux propres** se sont accrus de 63,896 milliards FCFA en 2015 à 68,311 milliards FCFA en 2016, soit une augmentation de **7%**. Cet accroissement est principalement lié à l'augmentation observée sur le poste de report à nouveau bénéficiaire, lequel est passé de 12,491 milliards FCFA en 2015 à 14,550 milliards FCFA en 2016 et au Résultat net de l'exercice 2016 excédentaire de 4,735 milliards FCFA.
- **Les dettes financières et ressources assimilées** sont constituées des emprunts à long terme, des avances sur consommation des clients et des provisions financières pour risques et charges. Elles sont évaluées à 17,066 milliards FCFA en 2016 contre 18,204 milliards FCFA en 2015, soit une baisse de **6%**. Ce repli résulte surtout de l'absence de nouveaux emprunts au cours de l'exercice 2016, sachant que les échéances de remboursement des emprunts BOAD et BEI contractés dans le cadre du renforcement des systèmes d'Alimentation en Eau Potable de Cotonou et ses environs, ont été honorées à bonne date.
- **Les capitaux stables** représentent la somme des capitaux propres et des dettes financières et ressources assimilées. Ils sont en accroissement de **4%**, en passant de 82,101 milliards FCFA en 2015 à 85,377 milliards FCFA en 2016.
- **Le passif circulant** est constitué des dettes à court terme envers les fournisseurs, l'État (TVA à retenir à la source lors du règlement des factures de consommation d'eau de l'Administration centrale), la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (cotisation sur les salaires de décembre 2016 à reverser en 2017) et autres tiers. Ce passif s'élève à 12,036 milliards FCFA en 2016, contre 13,314 milliards FCFA en 2015, soit une diminution de **10%**.
- **La trésorerie-Passif** est nul en 2016 comme en 2015, l'entreprise n'ayant contracté ni de découvert bancaire, ni de crédit de trésorerie au titre de ces années.

I.2 Compte de résultat

La synthèse du Compte de résultat est présentée à travers le tableau ci-après :

Tableau N°2 : Grandes masses du compte de résultat (en millions de F CFA)

RUBRIQUES	2016	2015	VARIATION
Ventes d'eau	16 922	17 232	-2%
Travaux et services vendus	2 736	2 888	-5%
Production immobilisée	323	374	-14%
Achats de matières et fournitures liées	4 240	4 429	-4%
Variations de stocks de matières	-349	1 213	-129%
MARGE BRUTE SUR MATIÈRES	16 089	14 852	8%
Produits accessoires	17	96	-82%
CHIFFRES D'AFFAIRES	19 674	20 216	-3%
Subvention d'exploitation	77	23	235%
Autres produits	1 612	1 044	54%
Autres achats	592	794	-25%
Variations de stocks	-275	-1	-
Transports	46	36	28%
Services extérieurs	2 784	2 472	13%
Impôts et taxes	871	373	134%
Autres charges	1 282	1 282	0%
VALEUR AJOUTÉE	12 495	11 060	13%
Charges de personnel	6 066	6 272	-3%
EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION	6 429	4 788	34%
Reprises de provisions	500	635	-21%
Transfert de charges	8	8	0%
Dotations aux amortissements d'exploitation	6 443	5 769	11%
Dotations aux provisions d'exploitation	305	1 016	-70%
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	192	-1 354	114%
Revenus financiers	194	213	-9%
Frais financiers	476	544	-13%
Provisions financières	3	0	-
RÉSULTAT FINANCIER	-285	88	-
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	-93	-1 266	93%
Produits de cession d'immobilisation	24	1	-
Produits hors activités ordinaires	713	77	-
Reprises hors activités ordinaires	4 193	3 527	19%
Valeur comptable de cession d'immobilisation	1	1	-
charges HAO	1	125	-98%
RÉSULTAT HAO	4 928	3 479	42%
IS	100	154	-35%
RÉSULTAT NET	4 735	2 059	130%

I.3 Commentaires sur quelques chiffres caractéristiques

Le tableau suivant regroupe quelques chiffres caractéristiques de l'exercice.

Tableau N°3 : Quelques chiffres caractéristiques de l'exercice (en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2016	2015	VARIATION
CHIFFRES D'AFFAIRES	19 674	20 216	-3%
VALEUR AJOUTÉE	12 495	11 060	13%
EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION	6 429	4 788	34%
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	192	-1 354	114%
RÉSULTAT FINANCIER	-285	88	-
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	4 835	2 213	119%
IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS (IS)	100	154	-35%
RÉSULTAT NET	4 735	2 059	130%

I.3.1 Chiffre d'Affaires

Le Chiffre d'Affaires est constitué à 86% des ventes d'eau, 7% des travaux (les branchements et les extensions payées par les clients) et 7% des services vendus (les frais d'entretien du compteur, de remise d'eau en cas de coupure et de demande de devis).

Il a connu une baisse de 3%, en passant de 20,216 milliards FCFA en 2015 à 19,674 milliards FCFA en 2016. Cette diminution est due à l'évolution des composantes ci-après du chiffre d'affaires :

- Les ventes d'eau sont passées de 17,232 milliards FCFA en 2015 à 16,922 milliards FCFA en 2016, soit une baisse de 2%. Cela résulte du fait que les ventes en volumes sont restées presque constantes (variation de 0,6%) et le volume d'eau facturé dans la tranche sociale est relativement plus élevé en 2016 qu'en 2015 (plus de 11%). Par ailleurs, le volume d'eau facturé dans la tranche industrielle (tranche 3) est plus faible en 2016 qu'en 2015 (moins de 6%). Tout ceci a entraîné une baisse du prix moyen de vente d'eau qui est 476 FCFA/m³ en 2016 contre 488 FCA/m³ en 2015.
- Les travaux qui ont baissé de 16%, en passant de 1,633 milliard FCFA en 2015 à 1,365 milliard FCFA en 2016, en raison de la diminution du nombre de branchements (15 270 en 2016 contre 31 922 en 2015).

I.3.2 Valeur Ajoutée

La Valeur Ajoutée traduit la richesse créée par l'entreprise. Elle résulte de la différence entre les produits générés par la vente d'eau et des prestations d'une part, et les charges relatives aux biens et services nécessaires à leur réalisation d'autre part.

La Valeur Ajoutée a connu une augmentation en 2016 par rapport à l'exercice 2015, en passant de 11,060 milliards FCFA à 12,495 milliards FCFA, soit une hausse de **13%**. Cette hausse découle du faible niveau de la consommation de matériels de branchement. En effet, au cours de l'exercice 2016, la SONEB n'a pas réalisé de branchements à coût réduit alors qu'elle en a exécuté 22 375 en 2015.

I.3.3 Excédent Brut d'Exploitation

L'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) permet de mesurer la performance économique pure de l'entreprise. Il est déterminé en retranchant de la valeur ajoutée les frais de personnel. L'EBE a augmenté de **34%** en passant de 4,788 milliards FCFA en 2015 à 6,429 milliards FCFA en 2016.

I.3.4 Résultat d'Exploitation

Le Résultat d'Exploitation représente la ressource tirée de l'activité de l'entreprise avant la prise en compte des éléments financiers et hors activités ordinaires. Il est passé de -1,354 milliard FCFA en 2015 à 0,192 milliard FCFA en 2016, soit une hausse de **114%**.

I.3.5 Résultat Financier

Le Résultat Financier est déficitaire de 285 millions FCFA en 2016 parce que les frais financiers issus des emprunts contractés dans le cadre des projets d'AEP sont supérieurs aux revenus financiers générés par les dépôts en comptes courants et à terme. L'importante diminution par rapport à 2015 tient au fait que les produits financiers sont passés de 632 millions FCFA en 2015 à 194 millions FCFA en 2016. En effet, ces produits financiers comportent 419 millions FCFA de reprise de provision en 2015, alors qu'il n'y pas eu de fait générateur d'une telle reprise en 2016.

I.3.6 Résultat avant Impôt

Le Résultat avant Impôt est la différence entre les produits et les charges liés à l'ensemble des activités de l'entreprise, sans défalcation de l'Impôt sur les sociétés. Il est passé de 2,213 milliards FCFA en 2015 à 4,835 milliards FCFA en 2016, soit une hausse de **119%**.

I.3.7 Impôt sur les sociétés

L'Impôt sur les sociétés représente l'impôt dû sur le résultat de l'exercice. Il est en diminution de **35%**, en passant de 154 millions FCFA en 2015 à 100 millions FCFA en 2016 parce le taux appliqué pour sa détermination (impôt minimum) est 75% des produits encaissables en 2015 contre 50% en 2016, conformément aux textes.

I.3.8 Résultat Net

En définitive, l'exercice 2016 dégage un Résultat Net bénéficiaire de 4,735 milliards FCFA contre 2,059 milliards FCFA en 2015, soit une augmentation de **130%**. Cette augmentation découle des performances globales réalisées dans l'activité et de l'application des dispositions relatives à la facilité fiscale contenue dans le Contrat Plan État-SONEB pour la période 2014-2016 (voir point 1.4 rappel des méthodes comptables ci-dessous).

I.4 Rappel des méthodes comptables

Aucune modification n'est intervenue en 2016 au niveau des règles et méthodes utilisées pour la présentation des comptes annuels. Toutefois, il est à souligner que le mode de détermination du résultat imposable et du résultat à distribuer s'est fait conformément aux dispositions de l'article 20 du Contrat-Plan État-SONEB pour la période 2014-2016 qui prévoit que « les subventions provenant des financements extérieurs seront déductibles du résultat imposable et du résultat à distribuer en dividendes à l'effet de favoriser le développement du secteur de l'AEP en milieu urbain ».

I.5 Passation des marchés publics

Les procédures de passation des marchés publics sont mises en œuvre à la SONEB, conformément à la loi 2009-02 du 07 août 2009, portant Code des marchés publics et des délégations de service public en République du Bénin. Selon les dispositions de cette loi, la conduite des procédures de passation et d'exécution des marchés publics relève de la Personne Responsable des Marchés Publics qui est assistée dans ses fonctions par un secrétariat, une Cellule de contrôle et une Commission de passation des marchés publics. Conformément à l'article 9 du Code, le Président du Conseil d'Administration assure les fonctions de Personne Responsable des Marchés Publics.

En 2016, les marchés sont passés par des appels d'offres ouverts ou des demandes de cotation rendus publics par voie de presse. Le montant cumulé des marchés passés par appel d'offres ouvert s'élève à la somme de 5,3 milliards de FCFA et celui des marchés passés par la procédure de demande de cotation à la somme de 535 millions de FCFA.

Ces procédures ont permis d'acquérir, sur fonds propres ou avec le concours des partenaires techniques et financiers, entre autres, des produits de traitement, des kits de branchement, des services de consultants et de réaliser des travaux dans le cadre de la mise en œuvre des projets. Elles ont permis également l'achat de divers matériels, de fournitures et services destinés au fonctionnement courant de l'entreprise.

I.6 Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

Aucun événement postérieur significatif de nature à affecter les états financiers n'est à signaler.

II. ACTIVITES

II.1 Environnements juridique, institutionnel, social et économique

L'environnement juridique et institutionnel n'a pas changé par rapport aux années précédentes :

• RAISON SOCIALE

Société Nationale des Eaux du Bénin (SONEB) ;

• STATUT

Société anonyme unipersonnelle avec comme actionnaire unique l'Etat, créée par Décret 2003-203 du 12 juin 2003, régie par les dispositions de l'Acte Uniforme du Traité de l'OHADA et la loi 88-005 du 26 avril 1988 portant création, organisation et fonctionnement des entreprises publiques et semi-publiques au Bénin ;

• CAPITAL

1 milliard FCFA, 100% Etat ;

• SIÈGE SOCIAL

92, Avenue du Pape Jean-Paul II
01 BP 216 RP Cotonou
Tél (229) 21 31 22 72 / 21 31 18 46
Téléfax (229) 21 31 11 08.

• ACTIVITÉS PRINCIPALES

Captation, traitement et distribution d'eau potable ainsi que traitement et évacuation des eaux usées en milieux urbain et périurbain

Le climat social a été relativement apaisé en 2016 entre la Direction Générale et les partenaires sociaux, en dehors de quelques incompréhensions à des moments donnés qui sont dissipées grâce au dialogue instauré par la Direction Générale.

La conjoncture économique a été peu favorable. Cela s'est traduit en 2016 par une baisse de la trésorerie et la quasi absence de règlements des factures d'eau de l'Administration centrale (204 millions FCFA réglés sur 3,124 milliards FCFA facturés).

II.2 Faits marquants de l'exercice

Parmi les faits qui ont marqué positivement et négativement l'exercice 2016, on peut citer, entre autres :

- fait positif

L'engagement de la SONEB dans la démarche qualité devant conduire à sa certification à la norme ISO 9001 version 2015 en mai 2017 ;

- faits négatifs

■ **Un très faible règlement des factures de consommations d'eau de l'Administration centrale, seulement 204 millions F CFA en 2016 pour des consommations de 3,124 milliards FCFA, ce qui porte les créances de la SONEB sur l'Etat à 11,725 milliards au 31/12/2016. A titre de comparaison, l'Etat avait payé à la SONEB 1,934 milliard FCFA en 2014 et 1,477 milliard en 2015, sans pour autant solder la totalité des factures d'eau au titre de ces années.**

■ **Les coupures répétées d'énergie électrique qui ont perturbé la production (baisse de 5%) et la distribution de l'eau potable et ont occasionné l'utilisation à outrance de groupes électrogènes de secours, engendrant le renchérissement du coût de production du m³ de l'eau et donc de son coût de revient.**

II.3 Point d'exécution physique et évolution des activités

Le point d'exécution physique et l'évolution des activités sont présentés dans le tableau suivant :

Tableau N°4 : Données significatives des activités

Libellés	Unités	Réalisé 2014 (1)	Réalisé 2015 (2)	Réalisé 2016 (3)	Budget 2016 (4)	Taux réal. Budget (3/4)	Variations 2016/2015 (3-2)/2
Branchements	unité	13 216	31 922	15 270	16 115	95%	-52,1%
Nombre d'abonnés	unité	205 888	235 449	246 908	252 338	98%	4,8%
Eau produite (traitée)	Milliers m ³	44 624	50 283	49 514	52 435	94%	-1,5%
Eau vendue	Milliers m ³	34 147	35 297	35 516	40 247	88%	0,6%
Taux d'eau non comptabilisée	%	23,48%	29,80%	28,3%	23,2%	82%	-5%
Total des Extensions	kml	228	134	162	237	68%	20,8%
Longueur du réseau	kml	5 737	5 871	6 033	6 076	99%	2,7%
Chiffre d'affaires HT	Millions FCFA	19 420	20 216	19 674	23 424	84%	-3%

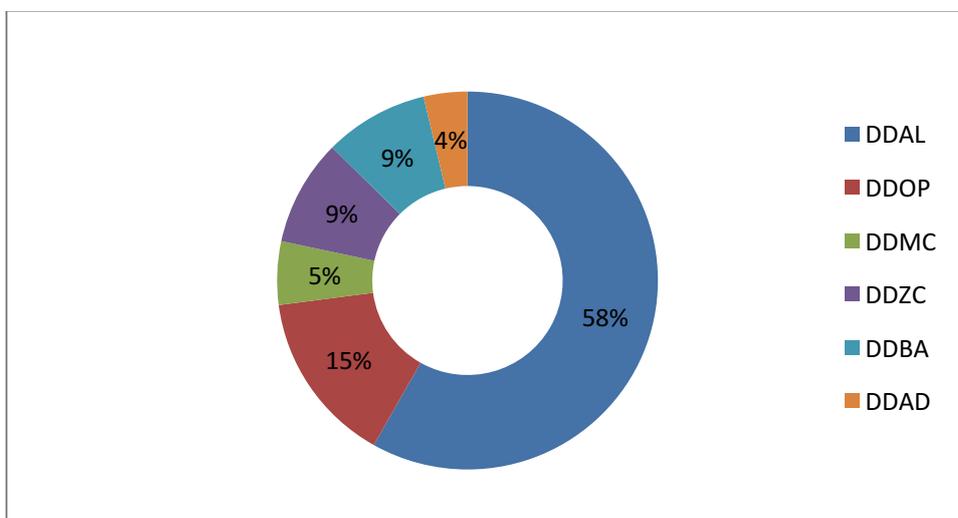
Il ressort du tableau ci-dessus que :

- Les branchements sont réalisés à 95% des objectifs mais sont en diminution de 52,1% par rapport à 2015 parce qu'en 2015, la SONEB a exécuté 22 375 branchements à coûts réduits alors qu'en 2016, elle n'en a pas exécuté.
- Ces branchements ont porté le nombre d'abonnés à 246 908 à fin 2016, en progression de 4,8% par rapport à 2015 mais insuffisant de 2% pour atteindre l'objectif.
- Le volume d'eau produite (traitée) a atteint 94% de l'objectif avec une baisse en 2016 de 1,5% par rapport à 2015, à cause de la non disponibilité permanente et de la qualité de l'énergie électrique. Le volume d'eau vendu est réalisé à 88% de l'objectif fixé pour des raisons liées à la non atteinte des objectifs de production.
- Le taux d'eau non comptabilisée s'est amélioré en 2016 comparativement à 2015, sans pour autant atteindre le niveau budgété. La mise en œuvre du projet de réduction des pertes d'eau sur le financement de la BAD permettra son amélioration à moyen terme.

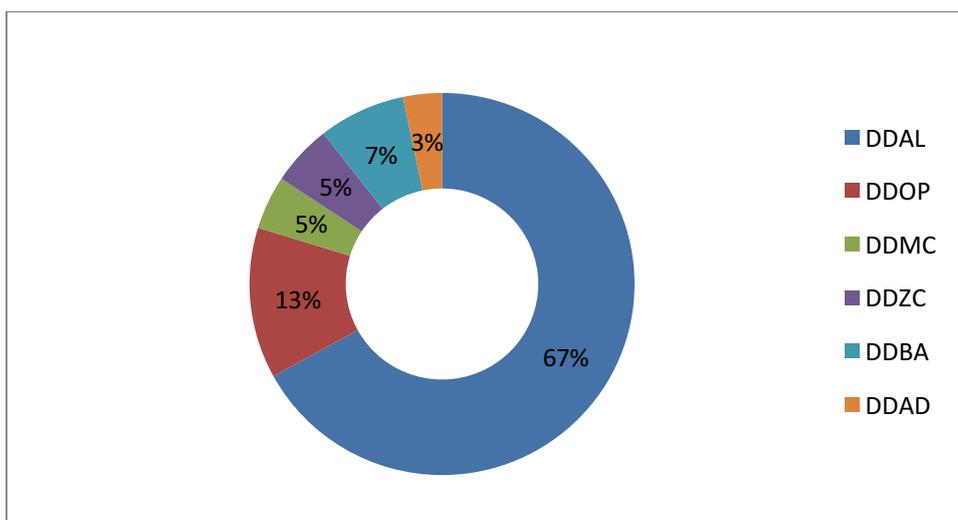
- Les extensions quant à elles sont réalisées à 162% pour celles financées par les fonds de projets (ressources extérieures), à 52% pour celles exécutées sur fonds propres et à 53% pour les extensions payées par les clients, donc globalement à 68% des prévisions.
- La longueur du réseau d'eau dépasse les 6 000 km, en augmentation de 2,7% en 2016 par rapport à 2015.
- Le chiffre d'affaires est réalisé à 84% des objectifs avec une diminution de 3% par rapport à 2015 en raison de la baisse de la production, des ventes d'eau et des travaux vendus (voir les motifs évoqués au point 1.3.1).

Les participations de chaque Direction Départementale au parc des abonnés ainsi qu'aux volumes vendus sont représentés ainsi qu'il suit :

Graphe N°1: Répartition de la clientèle en 2016

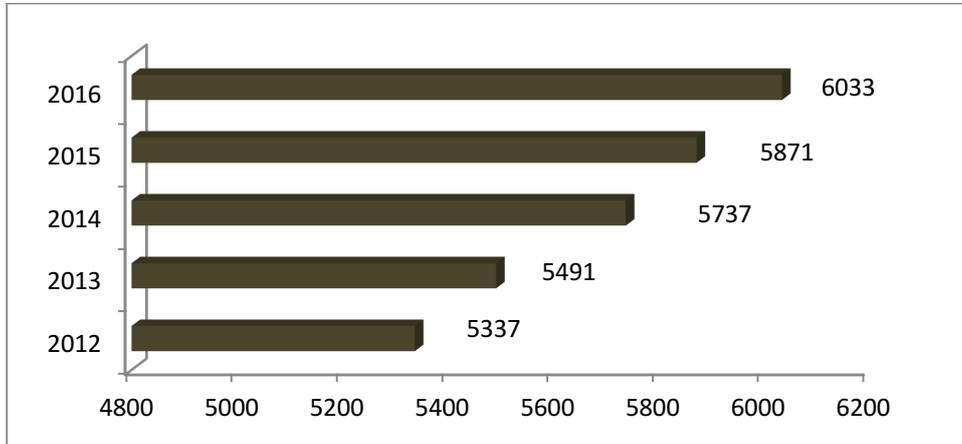


Graphe N°2: Répartition des ventes en volume en 2016

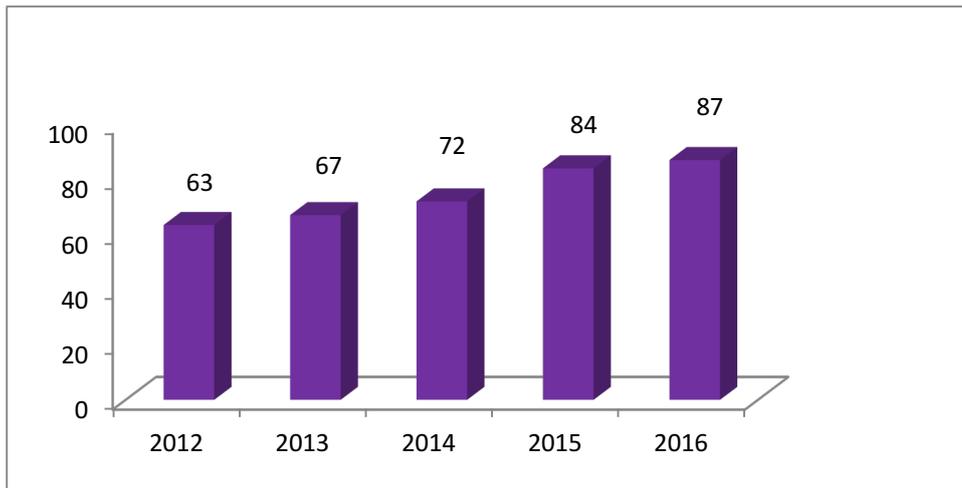


Les évolutions de la longueur du réseau, du taux de desserte et du chiffre d'affaires sont représentées ci-après :

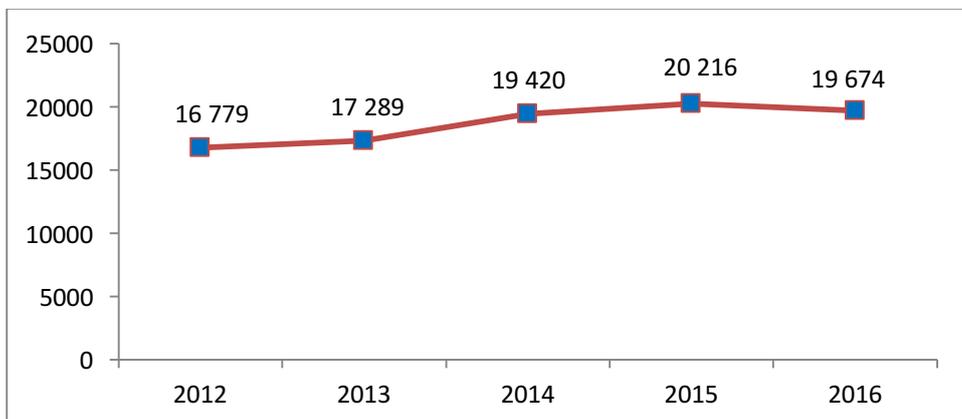
Graphe N° 3: Longueur du réseau (km) de 2012 à 2016



Graphe N° 4: Taux de desserte (%) de 2012 à 2016



Graphe N° 5: Chiffre d'affaires (millions FCFA) de 2012 à 2016



L'appréciation de la performance de l'entreprise dans ses activités peut se faire également par rapport aux indicateurs du Contrat-Plan 2014-2016 entre l'Etat et la SONEB. Les niveaux de réalisations des objectifs fixés sont récapitulés dans le tableau ci-après :

Tableau N°5 : Evaluation des objectifs de performance exercice 2016 du Contrat-Plan Etat-SONEB

N° ordre	INDICATEURS	FORMULE DE CALCUL	OBJECTIFS 2016	REALISATIONS 2016
1	Taux de protection global des points de captage d'eau	Nombre de forages protégés/ nombre de forages en exploitation	97%	91%
2	Taux de protection en matériaux définitifs des points de captage d'eau	Nombre de forages protégés en matériaux définitifs /nombre de forages en exploitation	51%	54%
3	Taux d'eau non comptabilisée (taux de perte de distribution)	1 - (volume d'eau facturé/volume d'eau produite)	23,5%	28,3%
4	Nombre d'abonnés	Nombre de branchements actifs	245 456	246 908
5	Taux de desserte	Population desservie/population urbaine et périurbaine totale	76%	87%
6	Indice de conformité	Nombre de tests dans les normes/ nombre de tests effectués	≥ 95%	100%
7	Taux de recouvrement clients particuliers (hors Administration centrale)	Encaissements clients particuliers/ facturation clients particuliers	96,5%	96,79%
8	Taux de recouvrement global	Encaissements globaux/ facturation globale	92%	86%
9	Taux de traitement des plaintes	Nombre de plaintes traitées/ nombre total de plaintes enregistrées	≥ 95%	98,75%
10	Taux de satisfaction globale de la clientèle	Résultat de l'enquête de satisfaction	65%	71%
11	Ratio de productivité du personnel	Effectif/1 000 clients	3,8	3,4
12	Taux de Masse salariale sur Valeur Ajoutée	Masse salariale /Valeur Ajoutée	≤ 40%	37,74%
13	Ratio de couverture des charges d'exploitation	Produits d'exploitation/charges d'exploitation	103%	101%
14	Ratio d'endettement	Dettes à long et moyen termes/capitaux permanents	30%	20%
15	Couverture du service de la dette	Capacité d'autofinancement brute/ remboursement de la dette	4,8	6,2
16	Taux de rentabilité commerciale	Résultat net/chiffre d'affaires	10%	24%
17	Indice de contrôle interne	Nombre de contrôles réalisés/ nombre de contrôle prévus	95%	92%

Il ressort du tableau ci-dessus que les objectifs sont atteints pour la grande majorité des indicateurs. Les objectifs de performance non atteints portent sur le taux de protection global des points de captage, le taux d'eau non comptabilisée, le taux de recouvrement global, Le taux de couverture des charges d'exploitation par les produits d'exploitation :

- Le taux de protection global des points de captage, du fait que le processus d'obtention des titres de propriétés n'est pas encore achevé pour certains domaines.
- Le taux d'eau non comptabilisée, à cause des casses importantes enregistrées au cours de l'année sur le réseau de distribution et des compteurs âgés chez les abonnés en cours de renouvellement progressif.
- Le taux de recouvrement global, en raison du non paiement des factures de l'Administration centrale (taux de recouvrement 8%).
- Le taux de couverture des charges d'exploitation par les produits d'exploitation, parce que le Chiffre d'affaires a connu une légère baisse (3%).

II.4 Point d'exécution du budget au 31/12/2016

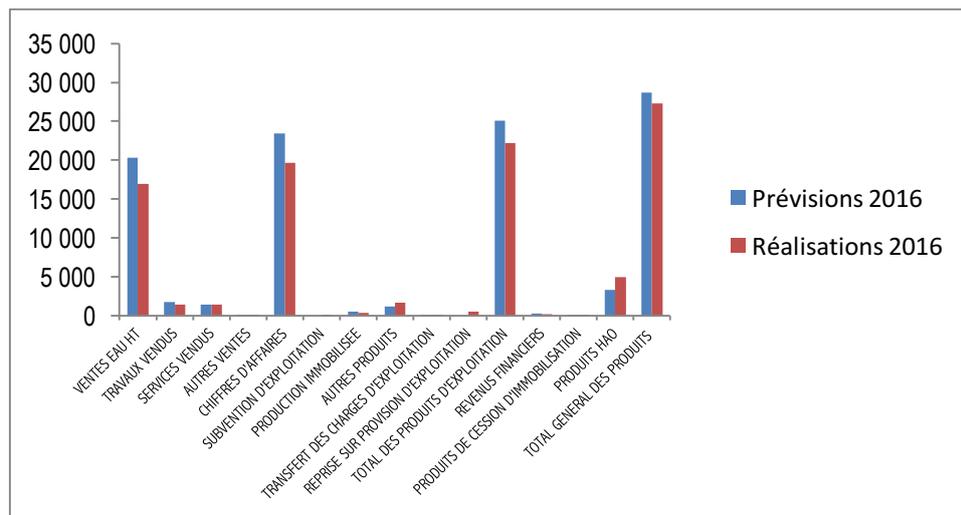
L'exécution du budget est appréciée à travers les produits, les charges et les investissements.

II.4.1 Point d'exécution des produits

Le tableau ci-après présente le point d'exécution des produits.

Tableau N°6 : Exécution des produits (millions FCFA)

Rubriques	Prévisions 2016	Réalisations 2016	Taux de réalisation
VENTES EAU HT	20 337	16 922	83%
TRAVAUX VENDUS	1 713	1 365	80%
SERVICES VENDUS	1 365	1 371	100%
AUTRES VENTES	8	17	213%
CHIFFRES D'AFFAIRES	23 423	19 674	84%
SUBVENTION D'EXPLOITATION	0	77	-
PRODUCTION IMMOBILISEE	482	323	67%
AUTRES PRODUITS	1188	1 612	136%
TRANSFERT DES CHARGES D'EXPLOITATION	9	8	89%
REPRISE SUR PROVISION D'EXPLOITATION	0	500	-
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	25 102	22 195	88%
REVENUS FINANCIERS	250	194	78%
PRODUITS DE CESSION D'IMMOBILISATION	25	24	96%
PRODUITS HAO	3 300	4 906	149%
TOTAL GENERAL DES PRODUITS	28 677	27 319	95%

Grphe N°6: Exécution des produits

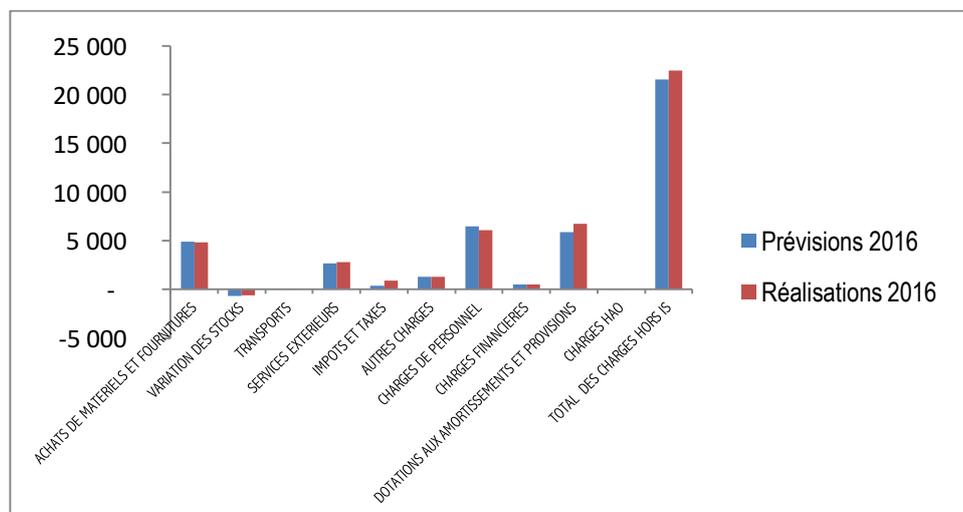
- De façon globale, les prévisions de produits ne sont pas atteintes mais les réalisations sont proches des objectifs fixés (95%). Le taux de réalisation du Chiffre d'affaires est 84%. Il n'a pas atteint 100% en raison de la non réalisation des objectifs de production et la baisse des ventes d'eau et des travaux (voir les motifs évoqués au point 1.3.1).
- La production immobilisée est réalisée à 67% des objectifs attendus, à cause du niveau de réalisation insuffisant par rapport aux prévisions des extensions sur fonds propres (52%). En effet, cette production immobilisée est la contrepartie comptable des extensions sur fonds propres.
- Les autres produits sont essentiellement constitués de reprises de charges provisionnées sur les stocks, les créances et risques à court terme. Ce sont des charges calculées en fin d'exercice. Ils sont réalisés à 136%
- Les revenus financiers sont réalisés à 78%, en raison de la diminution de la trésorerie consécutive à la baisse des recettes sur l'Administration centrale.
- Les produits HAO réalisés à 149% correspondent aux reprises de subventions d'investissement. Ils sont également calculés en fin d'exercice en rapport avec les amortissements des immobilisations subventionnées.

II.4.2 Point d'exécution des charges

Tableau N°7 : Exécution des charges (millions FCFA)

DESIGNATION	Prévisions 2016	Réalizations 2016	Taux de réalisation
ACHATS DE MATERIELS ET FOURNITURES	4 921	4 831	98%
VARIATION DES STOCKS	- 700	- 624	89%
TRANSPORTS	27	46	170%
SERVICES EXTERIEURS	2 696	2 784	103%
IMPOTS ET TAXES	403	871	216%
AUTRES CHARGES	1 319	1 282	97%
CHARGES DE PERSONNEL	6 440	6 066	94%
CHARGES FINANCIERES	505	476	94%
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	6 193	6 749	109%
CHARGES HAO	45	2	5%
TOTAL DES CHARGES HORS IMPÔT SUR LES SOCIETES (IS)	21 849	22 483	103%

Graphe N°7 : Exécution des charges



L'examen du point d'exécution des charges montre un léger dépassement de 3% sur l'ensemble des charges en 2016, contre un dépassement de 5% en 2015. Ceci dénote un progrès dans la maîtrise des charges.

- **Les achats de matériels et fournitures** sont réalisés à **98 %** des objectifs annuels. Les postes importants composant cette rubrique en millions de FCFA, sont les suivants : électricité consommée (2 960), matériels de branchement (1 166), produits de traitement (112), pièces de rechange (132), etc.
- **Les transports** sont en dépassement de 19 millions FCFA par rapport aux prévisions. Les dépenses effectuées sur ce poste concernent essentiellement les transports du personnel pour affectation (4,5 millions FCFA en dépassement) et les voyages à l'étranger (dépassement de 14,5 millions FCFA engendré par les missions de négociations du contrat de financement avec la BEI relatif au Projet Eau et Assainissement Cotonou phase III, pour lesquelles le déplacement de certains responsables de la CAA a été pris en charge par la SONEB ; il y aussi quelques missions effectuées dans le cadre de la participation aux réunions de l'AAE ; les problèmes de réservation et de renchérissement du prix des billets d'avion ont contribué aussi au dépassement budgétaire;).
- **Les services extérieurs** sont réalisés à **103%** des crédits alloués aux activités prévues au titre de 2016.
- **Les impôts et taxes** regroupent les différentes natures d'impôts payés au cours de l'exercice (impôts sur salaires, patente, impôts fonciers, taxe sur les véhicules de société, autres impôts et taxes directs et indirects). Cette rubrique a pris en compte aussi le coût du redressement fiscal de 444 millions FCFA subi par la SONEB à l'issue d'une vérification fiscale intervenue en 2016 et qui a porté sur les exercices 2012 à mai 2015.
- Le taux de réalisation des **charges de personnel** est de **94%** des ressources allouées pour l'exercice.
- **Les charges financières** concernent essentiellement les intérêts sur les emprunts auprès de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et la Banque Européenne d'Investissement (BEI), relatifs respectivement à la tranche d'urgence et à la phase II du Projet de Renforcement du système d'AEP de la ville de Cotonou et ses environs. Elles sont réalisées à **94%**.
- **Les «dotations aux amortissements et aux provisions»** qui sont des charges calculées en fin d'exercice sont réalisées à **109%**.

Globalement les investissements sont réalisés à 41%. Les investissements sur fonds propres en 2016 sont réalisés à 27% (3,129 milliards FCFA pour une prévision de 11,385 milliards FCFA). Ils se composent des investissements courants et des investissements réalisés dans le cadre des projets. En ce qui concerne les investissements sur financement extérieur, les réalisations ont été de 63% (4,173 milliards FCFA sur une prévision de 6,603 milliards FCFA).

Les faibles taux de réalisation sont liés à l'absence de décaissement enregistrée sur les projets financés par le budget national (658 millions FCFA pour le déversoir du barrage de l'Okpara, 473 millions FCFA pour le matériel de branchements à coûts réduits, 118 millions FCFA pour les décomptes des travaux exécutés pour le 1er août 2010) et les projets en phase de démarrage (892 millions FCFA pour le projet de réduction des pertes d'eau, 275 millions FCFA pour le projet AEP zone périurbaine de Cotonou, Sémé, Abomey-calavi et Porto-Novo et 250 millions FCFA pour le projet AEP Parakou). Le faible taux de décaissement sur les projets d'assainissement (1,269 milliard FCFA prévus et 203 millions FCFA réalisés) a contribué aussi à la non atteinte des prévisions. Par ailleurs, d'importants travaux ont été exécutés mais les prestataires n'ont pas introduit à temps les factures pour leur paiement, ce qui a impacté négativement les taux de décaissement.

Le détail des investissements courants sur fonds propres réalisés se présente ainsi qu'il suit (taux de réalisation 23%) :

- **«Immobilisations incorporelles»**: cette rubrique a enregistré essentiellement les frais relatifs à l'étude d'impact environnemental et social effectuée au titre du projet d'AEP de Glazoué et Dassa-Zoumé et aux études hydrogéologique et géophysique pour la réalisation d'un forage à Bassila. Le taux d'exécution de cette rubrique est de **26%**. Les actions prévues et non réalisées concernent les plans d'adressage de Cotonou et Porto-Novo, le schéma directeur informatique, les études d'aménagement des locaux du magasin central et de l'atelier central, le solde dû sur les logiciels Gd'Or , etc.
- **«Terrains»** : d'un taux de réalisation de **43%**, cette rubrique a enregistré les frais liés aux travaux de levée topographique du domaine appartenant à la SONEB à Kilir dans la Commune de Djougou, le coût d'acquisition des terrains dans la commune d'Abomey-Calavi destinés à l'exécution des forages, la construction des châteaux et de la station de traitement d'eau. Les frais concernant les formalités administratives de ces terrains sont également enregistrés sur cette rubrique. Ce qui est prévu et non réalisé est l'acquisition des terrains pour la station de traitement de boues de vidange et la construction des archives.
- **«Bâtiments, aménagements et installations techniques»**: pour un taux de réalisation de **46%**, cette rubrique prend en compte une partie du coût lié à la réhabilitation du siège de la Direction Départementale Ouémé/Plateau, les frais concernant la réhabilitation de l'atelier du Centre de Formation aux Métiers de l'Eau (CFME), l'installation d'une enseigne lumineuse afficheur LED à la Direction Générale, le renouvellement de l'autocommutateur du standard de la Direction Générale, l'acquisition des conteneurs pour les archives et l'installation d'une caméra externe de surveillance au siège de la Direction Générale. Les actions prévues et non réalisées concernent l'achèvement de la construction de l'Agence de Parakou, la réhabilitation de la station expérimentale et la salle d'électricité du CFME, la réfection de la toiture de l'Atelier central, etc.
- **«Matériels»** : le taux de réalisation est **20%**. Principalement, cette rubrique a enregistré le coût de réalisation des extensions du réseau de distribution, les acquisitions de sonde de niveau hydrostatique, des compteurs pour les abonnés, des électropompes, des extincteurs pour les Directions Départementales et divers matériels de bureau. Les prévisions non réalisées concernent les équipements de production (pompes de surface, pompes immergées, débitmètres, etc), l'acquisition des terminaux de saisie portables et l'équipement du laboratoire central.
- **« Matériels de transport »** : **8%**. Une moto et deux véhicules utilitaires ont été pris en compte sur cette rubrique. Les investissements prévus et non réalisés portent sur l'acquisition d'un camion grue, de 2 véhicules 4 X 4 de moyenne gamme, de 7 véhicules utilitaires, de 20 tricycles pour le dépannage, etc. Le non paiements des créances de la SONEB sur l'Etat a entraîné le report de ces acquisitions qui étaient prévues sur fonds propres.

En ce qui concerne les projets, les réalisations se présentent comme suit (voir tableau en annexe 1):

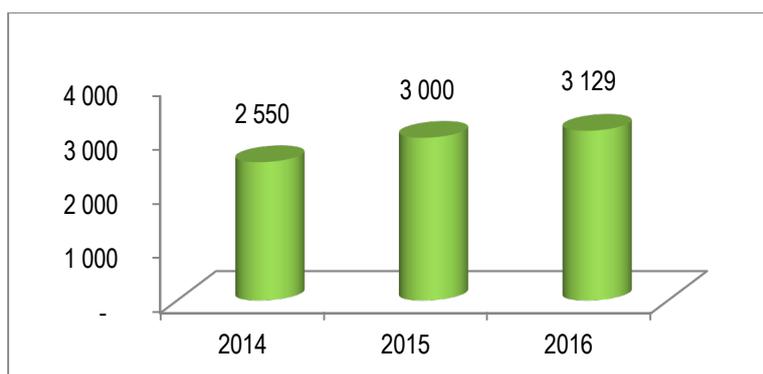
Projets financés sur fonds propres (taux de réalisation 30%)

Il s'agit notamment de la contribution de la SONEB au financement des projets suivants : Projet de renforcement du système d'AEP de la ville de Cotonou et ses agglomérations – phase II (359 millions FCFA), Projet de renforcement des systèmes d'AEP des villes de Comè, Grand-Popo, Malanville, Kétou et Bantè (163 millions FCFA), Projet de renforcement du système d'AEP de la ville d'Abomey-Calavi et ses environs (151 millions FCFA), Travaux de remplacement de la conduite AC DN 600 par une conduite PEHD du carrefour Vèdoko au carrefour Etoile Rouge (238 millions FCFA), Projet de renforcement des systèmes d'AEP du centre secondaire de Djougou et des localités de Savè, Tchaourou et Tanguiéta (1,04 milliard FCFA), projet informatique (187 millions FCFA).

Les faibles niveaux de décaissement portent sur le projet informatique (632 millions F CFA prévus et 187 millions FCFA décaissés), le projet des 5 villes secondaires (750 millions FCFA prévus et 163 millions FCFA décaissés), le projet de Djougou (3,835 milliards FCFA prévus et 1,04 milliard FCFA décaissés), etc.

Toutefois, on note que d'année en année, la SONEB dégage davantage de ressources pour les investissements. Le graphe ci-après en donne une illustration.

Graphe N°8 : Evolution des investissements sur fonds propres (millions FCFA)



Projets sur financements extérieurs (taux de réalisation 63%)

On peut noter essentiellement le financement des projets suivants : Projet de renforcement du système d'AEP de la ville de Cotonou et ses agglomérations phase II (604 millions FCFA), Projet de renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable du centre secondaire de Djougou et des localités de Savè, Tchaourou et Tanguiéta (3,367 milliards FCFA), Projet de construction d'une station de traitement de boues de vidange à Abomey-Calavi (58 millions F CFA), Projet d'urgence de gestion environnementale en milieu urbain, appui à la gestion des eaux usées (145 millions FCFA).

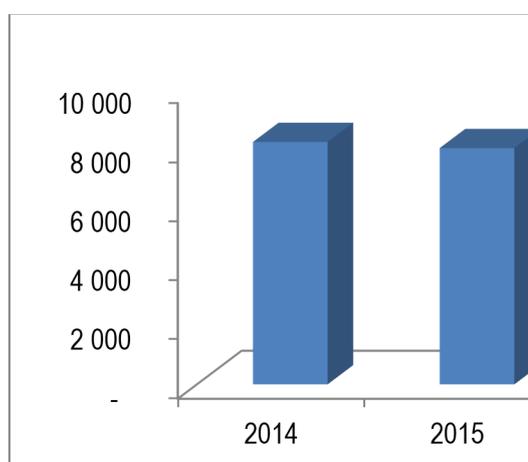
II.5 Evolution de la situation financière

La situation financière est appréciée à travers l'évolution de la trésorerie, en particulier les fonds propres de l'entreprise. Il convient de rappeler que la trésorerie de la SONEB est constituée des fonds propres et des fonds extérieurs destinés aux projets financés par les Partenaires Techniques et Financiers.

L'évolution de la situation de trésorerie nette en fonds propres est illustrée à travers le tableau et le graphe ci-après :

Tableau N°9 : Evolution de la trésorerie (en millions de F CFA)

	2014	2015	2016
Trésorerie nette en fonds propres	8 199	7 992	6 049

Graphique N° 9: Evolution de la trésorerie nette

La trésorerie nette de l'entreprise en fonds propres est en baisse de 24% entre 2015 et 2016. Cette baisse est due essentiellement à la chute drastique des recettes provenant de l'Administration centrale (1,4 milliard FCFA en 2015 et 204 millions FCFA en 2016) et aux investissements sur fonds propres réalisés dans le contexte de cette baisse de recettes (3 milliards FCFA en 2015 et 3,129 milliards FCFA en 2016).

II.6 Analyse de la situation de l'entreprise par les ratios

L'évolution des ratios de performances commerciales, économiques, financières, sociales et des ratios de structures au cours des trois (3) dernières années se présente comme ci-après.

Tableau N°10 : Evolution des ratios de performance au cours des trois dernières années

Rubriques	2014	2015	2016	Mode de calcul
Performances commerciales				
Taux de marge brute	39,89%	23,69%	32,68%	EBE/Chiffre d'affaires
Taux de marge nette	11,13%	-6,70%	0,97%	Résultat d'exploitation/CA
Performances économiques				
Rentabilité économique brute	12,42%	7,51%	9,95%	EBE/ Capital économique
Rentabilité économique nette	3,46%	-2,12%	0,30%	RE/ Capital économique
Performances financières				
Rentabilité financière	6,97%	3,22%	6,93%	Résultat net/Ressources propres
Performances sociales				
Taux de charges de personnel/ chiffre d'affaires	27,75%	31,02%	30,83%	Charges de personnel/ Chiffre d'affaires
Taux de Masse salariale/Chiffre d'Affaires	22,44%	23,57%	23,97%	Masse salariale/Chiffre d'Affaires
Taux de Masse salariale/Valeur Ajoutée	33,17%	43,08%	37,74%	Masse salariale/Valeur Ajoutée
Ratios de structure				
Indépendance financière	2,01	2,03	2,35	Capitaux propres/(dettes fin.+Passif circ+Trésorerie passif)
Financement permanent	1,30	1,29	1,32	Capitaux permanents/actif immobilisé
Financement propre	0,99	1,00	1,06	Capitaux propres/actif immobilisé
Fond de roulement	18 447	18 303	20 735	Capitaux permanent - Actif immob.
Besoin en fonds de roulement	9 795	9 386	14 398	Actif circulant - Passif circulant
Trésorerie nette (fonds propres plus ressources extérieures)	8 652	8 917	6 337	Fonds de roulement - Besoins en fonds de roulement
Taux d'endettement	0,21	0,19	0,16	Emprunts/Ress. Propres

Il ressort de l'évolution des ratios présentés à travers le tableau ci-dessus ce qui suit :

- Les taux de marge brute et de marge nette sont en accroissement entre 2015 et 2016. Cela traduit une amélioration de la rentabilité commerciale entre ces deux années.
- La rentabilité économique brute et la rentabilité économique nette se sont améliorées entre 2015 et 2016. On en déduit que la capacité de l'entreprise à réaliser un résultat bénéficiaire sans considération de sa politique de financement se renforce en 2016, après le repli noté en 2015.
- L'entreprise reste financièrement rentable et cette rentabilité s'est améliorée entre 2015 et 2016, du fait l'accroissement du Résultat net.

- Le taux de charges de personnel sur Chiffre d'affaires a connu une légère amélioration entre 2015 et 2016 en passant de 31,02% à 30,83%. Le ratio de la masse salariale sur valeur ajoutée quant à lui, s'est davantage amélioré entre 2015 et 2016 en passant de 43,08% à 37,74%, toutes choses qui confirment la maîtrise de la masse salariale.
- Le ratio d'indépendance financière est en légère progression au cours des trois (3) dernières années et a un niveau satisfaisant. Ce qui signifie que la capacité intrinsèque de l'entreprise à faire face à ses dettes financières et d'exploitation est maintenue bonne et intacte.
- Le ratio de financement permanent montre l'aptitude de la SONEB à financer ses actifs à long terme par des ressources de même terme, tant par les ressources propres que par les emprunts. L'entreprise maintient cette aptitude sur ces trois dernières années.
- Le ratio de financement propre indique la capacité de l'entreprise à financer ses actifs à long terme par des ressources propres de même terme, en excluant donc les emprunts. Ce ratio, resté presque constant de 2014 à 2016, affiche une couverture intégrale de l'actif immobilisé par les capitaux propres.
- Le Fonds de Roulement est en accroissement entre 2015 et 2016 et demeure appréciable.
- Le Besoin en Fonds de Roulement exprime le besoin de financement du cycle d'exploitation par des ressources durables. Ce besoin est en augmentation en raison de l'accroissement des créances clients, notamment les créances sur l'Administration centrale.
- La trésorerie nette (fonds propres et ressources extérieures) est en diminution de 29% entre 2015 et 2016, en raison d'une part de la chute des recettes provenant de l'Administration centrale (204 millions FCFA en 2016 contre 1,4 milliard FCFA en 2015) et d'autre part, à cause des investissements sur fonds propres dans ce contexte de baisse des recettes. La diminution des ressources extérieures en comptes courants a également entraîné la baisse de cette trésorerie.
- Le taux d'endettement renseigne sur le niveau des emprunts par rapport aux capitaux propres. Il est resté en diminution sur les trois dernières années.



III. AFFECTATION DU RESULTAT

En conformité avec les dispositions de l'OHADA, les statuts de la SONEB, l'article 20 du Contrat- Plan 2014-2016 entre l'Etat et la SONEB et à l'article 10 de la loi N°2012-42 du 28/12/2012 portant loi des finances pour la gestion 2013, la répartition du bénéfice net se fait ainsi qu'il suit :

- Réserves légales 10%
- Réserves statutaires 10%
- Dividendes (DGTCP) 90% (après déduction des 2 réserves et de la reprise de subvention d'investissement)
- Report à nouveau de l'exercice le solde.

Ainsi, l'affectation du résultat des exercices antérieurs et le projet de répartition de 2016 se présentent comme ci-après :

Tableau N°11 : Affectation du résultat net en KFCFA

DESIGNATION	2016	2015	2014
Résultat net	4 735 315	2 058 871	4 314 228
Réserves légales	0	0	0
Réserves statutaires	0	0	0
Dividendes	488 019	0	1 14 103
Report à nouveau de l'exercice	4 247 296	2 058 871	3 200 125



IV. PERSPECTIVES DE CROISSANCE ET DE DEVELOPPEMENT

Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'Action du Gouvernement (PAG) Bénin révélé, pour l'accès universel à l'eau potable d'ici à 2021, la SONEB envisage la mise en œuvre de certains projets. De même, elle a prévu en 2017 certaines actions phares aux plans technique, commercial, économique et financier telles que :

- Optimiser l'exploitation des infrastructures, notamment des projets de renforcement et d'extension des systèmes d'AEP de Cotonou phase II, des villes de Kétou, Comè, Grand-Popo, Bantè, Malanville, Djougou, Savè, Tchaourou et Tanguiéta avec la mise en place d'une maintenance préventive efficace et d'un système de sécurisation électrique.
- Poursuivre la sécurisation des points de captage et du patrimoine immobilier.
- Réaliser des extensions sur fonds propres du réseau d'eau sur 60 km et environ 14.000 nouveaux branchements pour les populations, afin de porter le nombre de clients à environ 265.000 en zones urbaine et périurbaine à fin 2017.
- Mettre un accent sur la poursuite du projet de réduction des pertes d'eau et d'amélioration de la viabilité des systèmes d'AEP de Cotonou, Porto-Novo et leurs agglomérations afin d'augmenter sensiblement le rendement du réseau.
- Mettre en œuvre des systèmes de paiement électronique des factures de consommation en appoint à l'externalisation des activités de recouvrement auprès des clients particuliers, pour accroître le taux de recouvrement des créances.
- Poursuivre la démarche qualité pour la certification en mai 2017 de la SONEB à la norme ISO 9001 version 2015.

Quant aux projets retenus dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'Action du Gouvernement, ils se présentent comme suit :

- **Projet de renforcement du système d'Alimentation en Eau Potable (AEP) d'Abomey-Bohicon et leurs environs.** Le projet consiste à renforcer la capacité de production du système d'AEP de ces villes, d'étendre le réseau de distribution d'eau vers leurs zones périurbaines et de réaliser des branchements à coûts réduits au profit des populations. La réalisation de ce projet permettra d'augmenter le taux de desserte à l'eau potable dans les villes d'Abomey, Bohicon, Djidja, Agbangnizoun, Cana, Zakpota, Zogbodomey et leurs agglomérations.

Le coût du projet est estimé à 27 milliards de FCFA.

- **Projet de renforcement du système d'AEP de la ville d'Abomey-Calavi et ses environs.**

La réalisation du présent projet permettra à la SONEB de satisfaire quantitativement et qualitativement les besoins en eau potable dans les zones urbaines et périurbaines d'Abomey-Calavi. Il permettra d'améliorer l'efficacité du service existant et la productivité de la SONEB au bénéfice des populations et d'accroître l'accès à l'eau aux populations les plus pauvres de la ville d'Abomey-Calavi et ses zones périurbaines.

Le coût du projet est évalué à 30,75 milliards de FCFA et les recherches de financement sont en cours.

- **Projet d'AEP des zones péri-urbaines du Grand Cotonou (Cotonou, Sèmè-Kpodji, Abomey-Calavi) et de Porto-Novo.**

Le coût du projet s'élève à 10,8 milliards de FCFA. Il est financé par la KfW pour 9,8 milliards de FCFA et sur fonds propres de la SONEB à hauteur 1 milliard de FCFA.

- **Projet de renforcement du système d'AEP de la ville de Cotonou et ses agglomérations-Phase III.**

Le coût du projet s'élève à **23,5 milliards de FCFA**. Il est financé par la BEI pour 19,7 milliards de FCFA et l'Union Européenne à hauteur 3,9 milliards de FCFA.

- **Projet de renforcement du système d'AEP de la ville de Parakou et environs. Le coût du projet s'élève à 15,8 milliards de FCFA.**

Il est financé par la BOAD pour 13,6 milliards de FCFA et sur fonds propres de la SONEB à hauteur 2,2 milliards de FCFA.

- **Projet d'AEP des villes de Dassa-Zoumè, Glazoué à partir des eaux souterraines. Le coût du projet s'élève à 5,4 milliards de FCFA.**

Il est financé par l'Agence Japonaise de Coopération Internationale.

- **Les études techniques détaillées du projet des systèmes d'AEP des villes Bassila, Boukoumbé, Covè, Zagnanando, Dogbo, Adjara, Misséréte, Kandi, Aguégué, Allada, Natitingou et leurs localités environnantes.**

Le coût prévisionnel de ces études est estimé à **200 millions FCFA**.

- **Projet d'AEP des villes de Karimama, Kalalé, Cobly, Gogounou, Ouinhi, Ouèssè, Kpomassè et Zè (8 villes non couvertes).**

Ce projet permettra de construire un système moderne d'alimentation en eau potable dans chacune de ces villes susmentionnées et d'accompagner le développement urbain de ces localités.

Le coût du projet est de l'ordre de **48,20 milliards de FCFA** et les recherches de financement sont en cours.

- **Projet d'AEP des villes de Banikoara, Bembèrèkè, Nikki et leurs agglomérations environnantes à partir des eaux de surface.**

Le projet vise à apporter une solution définitive et durable aux problèmes de pénurie d'eau dans ces villes par la mobilisation des ressources en eau de surface. Il permettra d'améliorer le taux de desserte en eau potable dans ces villes pour atteindre 100% à l'horizon 2021.

Le coût du projet est estimé à **34,50 milliards de FCFA** et les recherches de financement sont en cours.

- **Projet d'AEP des villes de Bassila, Boukoumbé, Covè, Zagnanando, Dogbo, Adjara, Misséréte, Kandi, Aguégué, Allada, Natitingou et leurs localités environnantes.**

Ce projet vise à améliorer l'accès à l'eau potable aux populations des villes ci-dessus citées. Il permettra de desservir de façon convenable et durable les populations de ces localités et d'accroître le taux de desserte pour atteindre 100% à l'horizon 2021.

Le coût du projet est évalué à **17,25 milliards de FCFA** et les recherches de financement sont en cours.

- **Projet d'AEP des villes de Savè, Dassa-Zoumè, Glazoué, Savalou, Bantè et Ouèssè à partir des eaux de surface.**

Ce projet vise à assurer l'accès à l'eau potable de façon durable aux populations de ces villes par la mobilisation des eaux de surface. Il consiste à renforcer les systèmes d'AEP existants à travers la mise en place des ouvrages de production d'eau de surface et permettra d'accroître le taux de desserte par l'extension et la densification des conduites primaires et secondaires de distribution et la réalisation de nouveaux branchements.

Le financement de ce projet est assuré par **EXIMBANK de Chine**. Le coût du projet est estimé à **98 milliards de FCFA**.

- **Projet d'AEP des quartiers périphériques ou agglomérations environnantes de 37 villes.**

Ce projet vise à étendre les réseaux d'eau de la SONEB dans toutes les villes en vue d'assurer l'accès à l'eau potable et l'alimentation en eau suffisante des populations. Il permettra de desservir de façon convenable et durable les

villes par l'extension et la densification des conduites primaires et secondaires de distribution.

Le coût du projet est estimé à 16,83 milliards de FCFA.

- **L'acquisition de matériels de branchement à coûts réduits (dans le cadre du PAG/Accès universel à l'eau).**

Ce projet consiste à acquérir environ 280.000 kits de matériels de branchement afin d'augmenter le taux de raccordement des ménages à faibles revenus, à l'eau potable. Il permettra de contribuer efficacement à l'atteinte de l'objectif du Programme d'Actions du Gouvernement 2016-2021 qui vise l'accès universel des populations urbaines et périurbaines à l'eau potable à l'horizon 2021.

Le coût prévisionnel de ce projet est de l'ordre de 41,33 milliards de FCFA.

V. RECOMMANDATIONS A L'ATTENTION DE L'ACTIONNAIRE UNIQUE (ETAT)

Les recommandations suivantes sont formulées :

- Prendre en charge l'apurement des créances de la SONEB sur l'Etat, relatives aux consommations d'eau potable de montant **11,7 milliards F CFA** au 31 décembre 2016.
- Autoriser la cession partielle au profit de la SBEE des créances de la SONEB sur l'Etat pour un montant de **6,6 milliards F CFA** en compensation de la dette de la SONEB envers la SBEE au 31 décembre 2016, et le paiement du solde à la SONEB, soit la somme de **5,1 milliards F CFA**.
- Payer à bonne date les avances trimestrielles suffisantes pour couvrir les consommations d'eau de l'année, afin d'éviter une reconstitution des impayés de l'Etat envers la SONEB. A cet effet, il convient d'actualiser le protocole d'accord de juillet 1995 relatif au paiement des avances sur les consommations d'eau et d'électricité de l'Etat et instaurer un cadre formel de concertation périodique pour le suivi de la situation de la SONEB envers l'Etat.
- Prendre le décret d'application accordant à la SONEB un agrément au régime « C » du Code des investissements du Bénin lui permettant de bénéficier de l'exonération de l'Impôt sur les Sociétés (IS) et de la patente, ainsi que l'exonération des droits de douanes et taxes à l'importation pour les matériels d'AEP à la phase d'exploitation des projets sur une période de 5 ans.

DEUXIEME CHAPITRE

BILAN SOCIAL

I. EMPLOIS

I.1 Effectif

L'effectif du personnel de la SONEB est de 835 agents au 31 décembre 2016 contre 853 à fin 2015. L'écart résulte de 29 départs et de 11 entrées.

I.2 Répartition du personnel

I.2.1 Répartition du personnel par catégorie socioprofessionnelle

Les catégories socioprofessionnelles sont réparties ainsi qu'il suit :

Tableau N°12 : Répartition du personnel par catégorie socioprofessionnelle au 31/12/16

Rubriques	Hommes	Ratio	Femmes	Ratio	Total	Ratio
Cadres	102	12%	27	3%	129	15%
Agents de Maîtrise	158	19%	16	2%	174	21%
Agents d'Exécution	433	52%	99	12%	532	64%
Totaux	693	83%	142	17%	835	100,00%

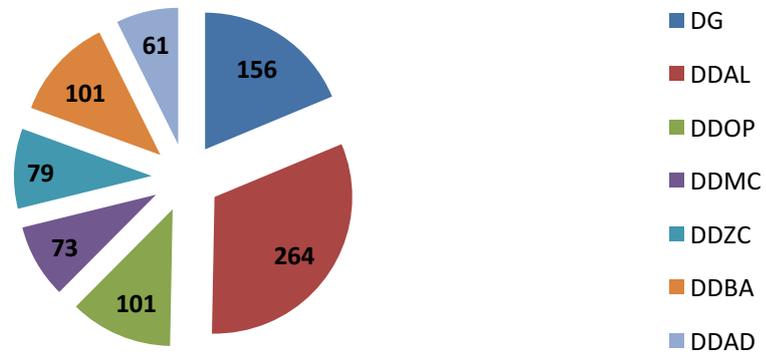
I.2.2 Répartition du personnel par Direction

Au plan organisationnel, six Directions Départementales assistent la Direction Générale pour la réalisation de ses objectifs. Leurs effectifs se présentent comme suit :

Tableau N°13: Répartition des effectifs par Direction

Rubriques	DG	DDAL	DDOP	DDMC	DDZC	DDBA	DDAD	TOTAL
Effectif	156	264	101	73	79	101	61	835

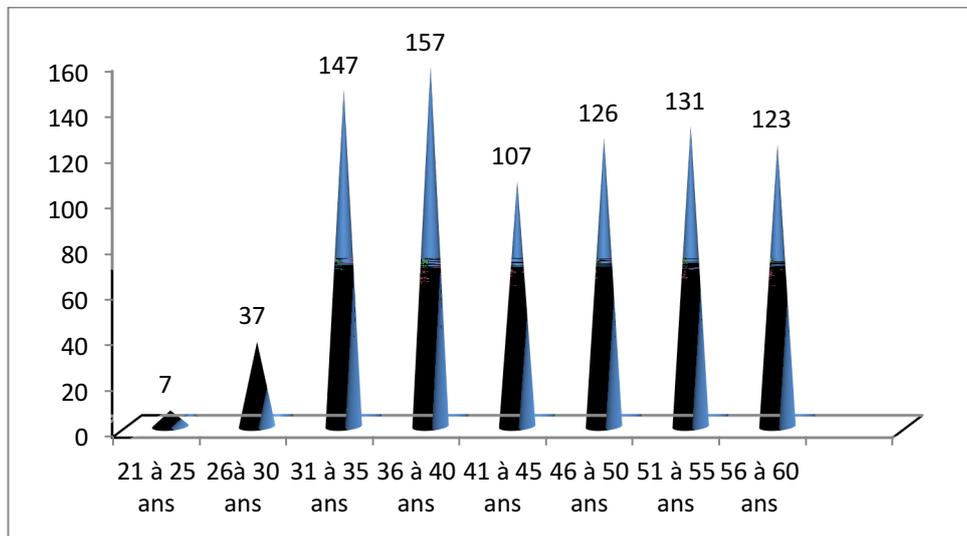
Graphe N°10: Répartition des effectifs par Direction



I.2.3 Ages, ancienneté et pyramide des âges

La SONEB a un effectif encore vieillissant, du fait que 254 agents ont plus de 50 ans contre 160 agents en 2012. La politique de recrutement des jeunes sera poursuivie. La pyramide des âges ci-après est faite avec une amplitude de 5 ans.

Gratification N°11: Pyramide des âges



I.3 Mouvements du personnel

Les mouvements du personnel ont concerné 40 agents en 2016 dont 29 départs de la société. Les principaux départs sont les retraités (22). La SONEB a perdu 5 de ses valeureux agents à la suite de maladies et d'accidents de circulation.

Tableau N°14 : Mouvements du personnel par catégorie

RUBRIQUES	CADRES	MAITRISE	EXECUTION	TOTAL
RETRAITES	05	00	17	22
DECES	01	01	03	05
AUTRES DEPARTS	02	00	00	02
Sous total départ	08	01	20	29
RECRUTEMENTS	09	00	02	11

II. REMUNERATIONS

III. RELATIONS AVEC LES ORGANISATIONS SYNDICALES ET SOCIALES

VI. FORMATION ET GESTION DES CARRIERES

VI.1 Formation

Au total, **25** actions de formation au profit du personnel ont été organisées et réalisées au cours de l'exercice 2016 pour 27 actions prévues. L'exécution du plan de formation triennal s'est poursuivie en 2016 avec un taux d'exécution de 93%. A ce titre, le total du nombre d'heures de formations est de **764 heures**, en **124 jours**. Ces formations ont impacté tout le personnel du fait des formations sur la démarche qualité et ont été également bénéfiques pour le personnel technique, les informaticiens, les releveurs et le personnel commercial.

Avec la réhabilitation du Centre de Formation aux Métiers de l'Eau (CFME) de la SONEB, il a été organisé un test de sélection des apprenants pour les formations initiales d'Hydromécaniciens et d'Agents de Maîtrise Eau spécifiques aux métiers de l'eau. Les formations initiales de la première promotion ont démarré le 05 septembre 2016 pour un effectif de 49 apprenants composé de 26 apprenants hydromécaniciens (18 agents SONEB et 8 externes) et de 23 apprenants Agent de Maîtrise Eau (8 agents SONEB et 15 externes). Au bout de 15 mois de formation, les meilleurs apprenants seront intégrés à l'effectif de la SONEB ou redéployés dans des catégories socioprofessionnelles appropriées en vue de résoudre progressivement l'insuffisance de personnel technique d'exécution et d'agent de maîtrise qualifié.

VI.2 Gestion des carrières

Le 1er avril 2016, les agents remplissant les conditions fixées ont bénéficié d'une **promotion exceptionnelle**. Ladite promotion a permis aux bénéficiaires de changer de catégorie ou d'échelon compte tenu de leur ancienneté.

Au titre de l'année 2016, tous les avancements (196 pour le 1er semestre et 71 pour le second semestre) ont été prononcés et pris en compte dans le traitement salarial des agents concernés.

ANNEXES

- **Détail de l'exécution des projets**
- **Chiffres clés de la SONEB**

POINT D'EXECUTION A FIN DECEMBRE 2016 DES PROJETS INSCRITS AU BUDGET 2016 DE LA SONEB

N° d'ordre	Titre du projet	Sources et montant du financement	Point d'exécution physique au 31/12/2016	Montant programmé pour 2016 dans le budget SONEB	Montant décaissé au 31/12/2015	Montant décaissé en 2016	Total décaissé au 31/12/2016	Observations
1	Projet de renforcement du système d'AEP de la ville de Cotonou et ses agglomérations – phase II	BEI : 8,53 milliards FCFA KfW (1,70 milliards de FCFA) Union Européenne 10,18 milliards FCFA Royaume des Pays-Bas (1,70 milliards de FCFA) SONEB (1,36 milliards de FCFA)	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Tous les travaux du projet sont achevés et réceptionnés ✓ Les prestations relatives à la mission d'Assistance à Maitrise d'Ouvrage (AMO) et à la maîtrise d'œuvre sont achevées ✓ Le rapport final de la mission AMO est disponible Le taux d'exécution physique global au 31/12/2016 du projet est de 100 %.	1,36 milliards FCFA	22,12 milliards FCFA	963,13 millions FCFA dont 359,058 millions FCFA par la SONEB	23,08 milliards FCFA	
2	Projet de renforcement des systèmes d'AEP des villes de Comè, Grand-Popo, Malanville, Kétou et Bané (Lot 1 : Fourniture de matériels, pose des conduites et travaux de génie civil)	Royaume des Pays-Bas à travers le PPEA II (1,05 milliards FCFA) et SONEB (750 millions de FCFA)	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les prestations de la mission de maîtrise d'ouvrage délégué sont achevées ✓ Les prestations de contrôle et surveillance des travaux sont achevées ; Les travaux de génie civil, de pose de conduites et d'installation des équipements hydrauliques, électriques et électromécaniques sont achevés ; Le taux d'exécution physique global est de 100 % au 31/12/2016.	750 millions FCFA	1,30 milliards FCFA	163,05 millions FCFA (sur fonds propres SONEB)	1,46 milliards de FCFA	
3	Projet de renforcement du système d'AEP de la ville d'Abomey-Calavi et ses environs (Etudes techniques détaillées et réalisation de forages)	Royaume des Pays-Bas à travers le PPEA II 60,64 millions FCFA) et SONEB (616,68 millions de FCFA)	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les études techniques détaillées sont achevées; Le rapport est disponible ✓ Les prestations de contrôle et surveillance des travaux de réalisation de forage sont achevées Les travaux de réalisation des forages d'exploitation sont achevés; Le taux d'exécution physique est de 100%.	223,68 millions FCFA	492,027 millions FCFA dont 431,39 millions de FCFA par la SONEB	151,26 millions de FCFA (sur fonds propres)	643,29 millions FCFA	
4	Travaux de remplacement de la conduite AC DN 600 par une conduite PEHD du carrefour Védoko au carrefour Etoile Rouge.	Fonds propres SONEB 1,74 milliards FCFA	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Achèvement des travaux de pose de 3,7 km de conduites PEHD DE 710/900. 	92,06 millions FCFA	1,41 milliards FCFA	238,29 millions de FCFA	1,65 milliards de FCFA	
5	Travaux de réhabilitation des châteaux d'eau de 1750 m3 de Védoko, Maro-Militaire, d'Akpakpa et de Porto-Novu.	Fonds propres SONEB (637 millions FCFA)	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Achèvement des travaux de réhabilitation des châteaux d'eau d'Akpakpa et de Maro-militaire; 	222,59 millions FCFA	368,06 millions FCFA	-	368,06 millions FCFA	
6	Projet de construction d'une station de traitement de boues de vidange à Abomey-Calavi	KfW à travers le pot commun d'hydraulique urbaine (7,22 milliards FCFA)	<ul style="list-style-type: none"> ✓ L'étude de faisabilité est achevée; Le rapport final de l'étude est disponible	260 millions FCFA	97,19 millions FCFA	58,32 millions FCFA	155,51 millions de FCFA	Les démarches sont en cours auprès des autorités municipales en vue du règlement du problème foncier relatif à l'acquisition des sites devant abriter la station de traitement de boues de vidange pour la poursuite des activités du projet.

N° d'ordre	Titre du projet	Sources et montant du financement	Point d'exécution physique au 31/12/2016	Montant programmé pour 2016 dans le budget SONEB	Montant décaissé au 31/12/2015	Montant décaissé en 2016	Total décaissé au 31/12/2016	Observations
7	Projet d'urgence de gestion environnementale en milieu urbain : Appui à la gestion des eaux usées	Banque Mondiale (1,30 milliards FCFA)	<p>✓ Les prestations du bureau d'études SEURECA relatives à l'élaboration des Plans Directeurs d'Assainissement (PDA) des Eaux Usées de la Conurbation de Cotonou (Abomey-Calavi, Sèmè-Kpodji, Cotonou) et de la ville de Porto-Novo sont achevées ;</p> <p>Les PDA sont élaborés et les rapports définitifs des différentes missions sont disponibles ;</p> <p>✓ Deux ingénieurs Eau et Assainissement ont été recrutés pour renforcer le personnel de la Direction du Développement, de la Planification et des Etudes de la SONEB.</p>	1,01 milliards FCFA	979 millions FCFA	145,62 millions FCFA	1,12 milliards FCFA	
8	Projet de renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable du centre secondaire de Djougou et des localités de Savé, Tchaourou et Tanguiéta	Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) (5,81 milliards de FCFA) et SONEB/Etat Béninois. (4,11 milliards FCFA)	<p>Les travaux de pose de conduite sont achevés et réceptionnés le 07 octobre 2016</p> <p>Les travaux de génie civil et de pose des équipements hydrauliques, électromécaniques et électriques sont achevés le 16 décembre 2016.</p> <p>Les prestations de contrôle et surveillance des travaux d'infrastructures se poursuivent</p> <p>Les 1100 kits de branchements particuliers ont été livrés et réceptionnés le 21 avril 2016.</p> <p>Le fournisseur devant livrer les matériels informatiques a été sélectionné et son contrat a été signé le 23 Novembre 2016. Lesdits matériels sont prévus pour être réceptionnés en février 2017.</p> <p>Le véhicule de type 4x4 a été réceptionné le 28 décembre 2016</p> <p>Les termes de référence ainsi que l'Avis à Manifestation d'Intérêt relatif à la réalisation de l'audit technique et financier du projet ont été élaborés et transmis à la BOAD pour avis le 02 décembre 2016. L'avis de la BOAD est attendu.</p> <p>Le taux d'exécution physique global est de 89,2%</p>	6,50 milliards FCFA	1,81 milliards FCFA	4,41 milliards de FCFA	6,22 milliards de FCFA	

N° d'ordre	Titre du projet	Sources et montant du financement	Point d'exécution physique au 31/12/2016	Montant programmé pour 2016 dans le budget SONEB	Montant décaissé au 31/12/2015	Montant décaissé en 2016	Total décaissé au 31/12/2016	Observations
9	Projet de renforcement du système d'alimentation en eau potable de la ville de Parakou	BOAD (13,58 millions FCFA) et SONEB (2,23 milliards de FCFA)	L'étude d'impact environnemental et social est achevée et le certificat de conformité environnementale est disponible. Les études bathymétriques, socio-économiques et études techniques de faisabilité du projet ont été réalisées. Le bureau d'études devant réaliser les études techniques et le contrôle et la surveillance des travaux a été sélectionné et son contrat de marché a été approuvé. Les études techniques détaillées ont démarré le 14 octobre 2016. Les Dossiers d'Appel d'Offres pour l'acquisition de 7000 kits de branchements et de matériels roulants seront finalisés et transmis à la BOAD en janvier 2017.	250 millions de FCFA	199,5 millions de FCFA	0	199,5 millions de FCFA	
10	Travaux de protection du déversoir latéral et de renforcement de la voie sur la digue de barrage de Kpassa sur le fleuve Okpara - Phase 2	Budget national (847,34 millions FCFA)	Le taux d'exécution physique est de 45%.	667,86 millions FCFA	326,07 millions FCFA	0	326,07 millions FCFA	Les travaux ont été arrêtés depuis le 12 septembre 2015 du fait de la cessation de la livraison des matériaux due au non-paiement des décomptes de l'entreprise chargée de la fourniture desdits matériaux. Les prestations du bureau de contrôle ont par conséquent été suspendues.
11	Projet d'amélioration de l'accès des couches défavorisées de la population urbaine à l'eau par les branchements à coûts réduits	Budget national (473,46 millions FCFA)	Le Dossier d'Appels d'Offres relatif à l'acquisition de 4000 kits de branchements est finalisé et lancé le 1er juin 2016. L'ouverture des plis a eu lieu le 05 Juillet 2016 et les résultats d'évaluation des offres ont été entérinés par la DNCMP. Le contrat de l'entreprise sélectionnée sera finalisé en janvier 2017.	473,46 millions FCFA	0	0	0	
12	Projet de renforcement du système d'alimentation en eau potable de la ville de Porto-Novo dans le cadre de la fête de l'indépendance du 1er août 2010 : Avenant pour le raccordement de Sémé-Podji	Budget national (558,86 millions FCFA)	Les travaux sont achevés depuis 2014. Les prestations de contrôle et surveillance des travaux sont achevées. Le taux d'exécution physique est de 100%.	118,18 millions FCFA	520,86 millions FCFA	0	520,86 millions FCFA	Le projet a été programmé au budget 2016 pour le règlement des décomptes en attente de paiement. Du fait de la fermeture du SIGFIP, aucun montant n'a pu être décaissé en 2016.

N° d'ordre	Titre du projet	Sources et montant du financement	Point d'exécution physique au 31/12/2016	Montant programmé pour 2016 dans le budget SONEB	Montant décaissé au 31/12/2015	Montant décaissé en 2016	Total décaissé au 31/12/2016	Observations
13	Projet de réduction des pertes d'eau et d'amélioration de la viabilité des systèmes d'alimentation en eau potable des villes de Cotonou, Porto-Novo et leurs agglomérations.	Banque Africaine de Développement (5,05 milliards FCFA) et SONEB (539 millions FCFA)	<p>Point d'exécution physique au 31/12/2016</p> <p>Le bureau d'études devant réaliser la mission d'assistance technique du projet a été sélectionné et son contrat approuvé. Sa première mission a eu lieu du 07 au 12 Novembre 2016</p> <p>La Demande de Propositions relative à la réalisation de l'étude tarifaire de l'alimentation en eau potable a été lancée le 01 Décembre 2016. L'ouverture des plis est prévue pour le 17 Janvier 2017.</p> <p>Le Dossier d'appel d'offres relatif à l'acquisition de véhicules 4x4 a été lancé le 15 juillet 2016 et l'ouverture des plis a eu lieu le 27 septembre 2016. Les résultats issus des travaux de dépouillement sont transmis à la BAD pour validation le 17 novembre 2016. L'avis de la banque est attendu.</p> <p>L'Avis à Manifestation d'Intérêt pour le contrôle et la surveillance des travaux de pose de conduites a été relancé le 15 décembre 2016 et l'ouverture des plis est prévu pour le 05 janvier 2017.</p> <p>L'avis à manifestation d'intérêt pour la réalisation de l'audit financier du projet a été lancé le 31 août 2016 et l'ouverture des plis a eu lieu le 20 septembre 2016. La présélection des cabinets est achevée et validée par la DNCMP et la BAD. La Demande de Propositions a été élaborée et transmise à la BAD le 09 décembre 2016 pour validation. L'avis de la BAD est attendu.</p> <p>La Demande de propositions relative à la sélection d'un cabinet pour la réalisation d'une campagne d'information, d'éducation et de communication a été élaboré et transmise à la BAD pour validation le 09 décembre 2016. La BAD a validé la Demande de propositions le 28 décembre 2016. La Demande de propositions a été lancée le 06 janvier 2017.</p> <p>Le Dossier d'appel d'offres en vue de la sélection de l'entreprise devant réaliser la fourniture et la pose de conduites et accessoires à Porto-Novo est transmis à la BAD pour validation le 30 décembre 2016. L'avis de la BAD est attendu.</p>	891,51 millions de FCFA	-	-	-	
14	Projet d'alimentation en eau potable des zones péri-urbaines e Cotonou, Abomey-Calavi, Porto-Novo	KIW (9.839 milliards de FCFA) et SONEB (939 millions de FCFA)	<p>Point d'exécution physique au 31/12/2016</p> <p>Le contrat de financement du projet a été signé le 14 avril 2016;</p> <p>La Demande de propositions relative à la sélection du cabinet devant réaliser les prestations d'assistance technique du projet a été lancé le 31 octobre 2016. L'ouverture des offres techniques a eu lieu le 19 décembre 2016. Les travaux de dépouillement sont prévus pour la période du 09 au 12 janvier 2017.</p>	274,59 millions de FCFA	-	-	-	Le projet est en phase de démarrage

CHIFFRES CLÉS DE LA SONEB DE 2014 À 2016

DESIGNATION	2014	2015	2016
Branchements réalisés	13 216	31 922	15 270
Extensions réalisées	228 km	134 km	162 km
Nombre d'abonnés	205 888	235 449	246 908
Taux de déserte	72%	84%	87%
Taux d'eau non comptabilisée	23,48%	29,80%	28,3%
Eau produite	44 624 000 m ³	50 283 456 m ³	49 513 616 m ³
Eau vendue	34 147 000 m ³	35 296 644 m ³	35 516 458 m ³
Chiffre d'affaires	19,420 milliards	20,215 milliards	19,674 milliards
Résultat d'Exploitation	2,161 milliards	-1,354 milliards	191,956 millions
Résultat Net	4,314 milliards	2,058 milliards	4,735 milliards
Taux de couverture des charges d'exploitation par les produits d'exploitation	111%	94%	101%
Trésorerie (fonds propres)	8,199 milliards	7,992 milliards	6,049 milliards
Taux de recouvrement Clients Particuliers (hors Admin)	101%	93%	97%
Taux de recouvrement global	93%	87%	86%
Effectif du personnel	678	853	835
Charges du personnel	5,390 milliards	6,271 milliards	6,066 milliards
Charges du personnel/ Chiffre d'affaires	28%	31%	31%
Masse salariale/Valeur Ajoutée	33,17%	43%	37,74%
Nombre d'agents pour 1000 abonnés	3,3	3,6	3,4
Coût de revient du m ³ d'eau	471	473	477
Prix de vente moyen du m ³ d'eau	489	488	476
Consommation spécifique Energie	0,53 Kwh/m ³	0,52 kwh/m ³	0,53 kwh/m ³
Energie électrique consommée (F CFA)	2,553 milliards	2,769 milliards	2,880 milliards
Total Investissements (Fonds propres et financements extérieurs)	10,650 milliards	7,354 milliards	7,302 milliards
Total Investissements Fonds propres	2,550 milliards	3,00 milliards	3,129 milliards



Lancement officiel de la formation des
Hydromécaniciens et Agents de Maîtrise Eau au CFME





soneb

www.soneb.com